

Dialogue entre Pierre-Noël Giraud, économiste et Michel Lussault, géographe
paru dans Philosophie Magazine
Avril 2016

Le nomadisme

Pierre-Noël Giraud : En économie, le nomadisme a pris une ampleur sans précédent. Marchandises, capitaux, services, informations circulent en tout sens. Les choses que l'on fabrique et que l'on vend sont de moins en moins attachées à un territoire. Il y a aussi des nouveaux acteurs nomades, les grandes firmes globales qui mettent en compétition sur la scène mondiale tous les territoires. Enfin et surtout, et c'est ce que j'ai essayé de formaliser dans un nouveau modèle économique, il y a des *emplois nomades*, qui se distinguent très nettement des *emplois sédentaires*.

Michel Lussault : Qu'est-ce qu'un emploi nomade ?

P.-N.G. : Ce n'est pas le travail d'une personne qui voyage tout le temps. Même si certains sont appelés à circuler, les travailleurs nomades peuvent être fixés pour un temps sur un territoire. Seulement si l'attrait de ce territoire vient à changer, les firmes nomades qui les emploient n'hésiteront pas à les délocaliser. Elles ont fait exploser les chaînes de valeur et peuvent localiser leur pôle recherche-développement près d'une grande université allemande, concevoir la publicité dans des bureaux en Angleterre et installer les usines de montage au Maroc. Seule la distribution est confiée à des sédentaires quand elle n'est pas sous-traitée à des chaînes logistiques comme Amazon. Les emplois sédentaires, eux, sont des emplois qui répondent à une demande locale et par là même sont attachés à un territoire. Un professeur de droit constitutionnel, un ouvrier du bâtiment, un acteur de théâtre, un boulanger ou une institutrice ne peuvent pas être délocalisés. Ils vendent des biens et services qui ne circulent pas. Alors qu'un trader, un ingénieur aéronautique, un ouvrier automobile ou un employé de call center vendent des biens et des services internationalement échangeables. Même si les emplois nomades restent minoritaires (20% en France, 25 % en Allemagne, moins de 20 % aux USA), concentrés dans la Silicon Valley, autour des grandes universités et à Wall Street. Leur valeur ajoutée par emploi est partout supérieure à celle des emplois sédentaires. Chacun peut d'ailleurs se poser la question. Pour savoir si son emploi est nomade ou sédentaire, il suffit de se demander si, dans le cas où il le perdait, celui-ci serait-il obligatoirement recréé au sein du même territoire ? Ou pourrait-il être délocalisé à un coût plus compétitif ?

Michel Lussault : Le tableau que vous brossez est saisissant et recoupe de nombreuses transformations que les géographes constatent par ailleurs. Mais avant d'aller plus avant dans l'exploration de cette dimension, je voudrais vous poser une question précise. Est-ce que les nomades et les sédentaires d'un même territoire ont encore des intérêts communs ? A vous suivre tout se passe comme si l'économie était en train de briser le lien qui unissait auparavant les classes sociales entre elle ?

P.-N. G. : Les sédentaires ont-ils intérêt à avoir beaucoup de nomades dans leur territoire ? La réponse est oui. Plus il y a de nomades riches et plus leur demande adressée aux sédentaires est importante. En revanche, l'intérêt pour les nomades d'un territoire, dans leur compétition avec les autres nomades d'un autre territoire, est d'avoir des sédentaires pauvres, productifs mais pauvres, de sorte qu'ils peuvent leur acheter des biens et services sédentaires meilleurs marché que les nomades d'autres territoires. Car il n'y a pas d'unification des prix pour les biens sédentaires comme il y en a pour les biens nomades. En Inde, où les nomades sont très riches relativement au reste

de la population, ils sont encore plus riches parce qu'ils peuvent se payer des services à la personne, du bâtiment, etc. pour presque rien. Plus les sédentaires d'un territoire sont pauvres, plus les nomades de ce même territoire sont compétitifs. Quand vous comprenez cela vous voyez immédiatement ce qui a changé par rapport à l'époque des Trentes glorieuses : l'intérêt commun à tous les emplois d'un même territoire. A l'époque, si on augmentait le salaire des ouvriers, cela augmentait la demande, et c'était bon aussi pour les profits, l'investissement, la productivité qui abaissait les coûts et augmentait à nouveau le pouvoir d'achat. Le cercle vertueux des Trentes glorieuses, qui fait tant de nostalgiques. Ce n'est plus le cas. C'est ce que j'appelle la fin des solidarités économiques objectives d'un territoire.

Michel Lussault : Cela recoupe ce que les géographes ont analysé dans leurs études sur la métropolisation. Que voit-on dans les grandes villes ? Un certain nombre d'acteurs territoriaux, grâce à leur insertion dans les circuits victorieux de la mondialisation, développent des logiques de désolidarisation territoriale avec ceux qui partagent le même espace qu'eux. A Paris, la hausse des prix de l'immobilier rend un certain nombre de sédentaires de la mégapole incapables d'accéder à un marché de la propriété qui est dorénavant régi par les lois dictées par les acteurs nomades. C'est une rupture de solidarité qui met en jeu la co-appartenance à l'espace commun. Qu'est-ce que le nomadisme pour un géographe ? A la différence du sédentaire qui dispose d'un habitat stable, le nomade est celui dont la configuration d'habitat ne cesse de changer. Pour stabiliser son existence, un individu doit réussir à concilier trois choses : des ancrages (résidentiel, professionnel, etc), des mouvements, qui sont de plus en plus importants et, enfin, des connexions. La vie humaine se met en tension entre ces trois pôles : ancrages, mouvements, connexions. Or, une des caractéristiques du néo-nomadisme contemporain est que les acteurs ont de plus en plus de mal à stabiliser la manière dont ils peuvent concevoir leur existence, du fait notamment de leur incapacité à disposer d'un habitat stable. La grande inégalité passe aujourd'hui entre ceux qui sont capables d'assumer cette instabilité, d'en faire un capital productif, et des acteurs qui sont enfermés dans des logiques d'assignation, confinés dans des rôles et des places de subalternes. Ce que vous appelez, je crois, les « hommes inutiles ».

P-N.G : C'est la troisième catégorie que j'introduis, à côté des nomades et des sédentaires. Imaginez que dans un territoire donné, comme en Europe aujourd'hui, le nombre de nomades tende, sous le coup de la compétition internationale, à chuter. En France, il y en avait 25 % il y a 10 ans, il n'y en a plus que 20%. Si le nombre de nomades diminue et si ceux qui restent ne parviennent pas à se vendre plus cher sur le marché mondial, vous aurez une augmentation des écarts de revenus entre les nomades et les sédentaires, mais en plus, comme la demande qui s'adresse aux sédentaires est de plus en plus réduite et qu'ils sont de plus en plus nombreux, certains d'entre eux vont tomber dans l'inutilité. Ils deviennent chômeurs de longue durée ou travailleurs pauvres. Ces gens peuvent être très utiles à leurs voisins et à leurs proches. Ils sont cependant dans des situations qui sont fermées par des trappes et ils ne peuvent pas s'en sortir tout seuls. Il faut des politiques spécifiques pour les en sortir.

ML : Je me demande si l'actualité ne devrait pas nous conduire à ajouter une 4^{ème} catégorie. A côté des nomades, des sédentaires et des inutiles, il y a aussi les migrants. On pourrait les considérer comme des « nomades inutiles » ou « en voie d'inutilité ». L'arrivée de migrants peut bien entendu contribuer à façonner les grandes villes, comme les quartiers chinois ou italiens des métropoles occidentales l'attestent. Mais un nombre grandissant de migrants ne sont-ils pas confinés, eux aussi, dans des trappes d'inutilité ?

P.N.-G : C'est la grande question du moment. A mon sens, elle ne peut être traitée que si l'on distingue le plan économique et le plan politique. En Europe, étant donné la démographie et le taux d'occupation de l'espace, on a et la place et l'intérêt d'accueillir les migrants. Du point de vue économique, cette question ne mérite même pas d'être discutée. Il y a un consensus parmi les économistes. D'autant que les migrants ont franchi une barrière de potentiel phénoménale. Ils n'ont pas forcément les compétences mais ils ont une telle énergie qu'ils peuvent tout faire à leur arrivée. Cependant, cette analyse ne suffit pas. Car il existe sur nos territoires un nombre important de gens qui se sentent déjà inutiles aux autres et à eux-mêmes. Quand ils voient débarquer les migrants, ils les perçoivent comme des personnes qui viennent s'entasser dans leur propre trappe d'inutilité. Or plus on est nombreux dans une trappe plus il est difficile d'en sortir. Du coup, on entre dans un cercel vicieux d'appauvrissement économique et de conflits civils identitaires au lieu de rentrer dans un cercle vertueux où les migrants augmentent la population active et la richesse d'ensemble.

ML : Il faut reconnaître que nous avons basculé dans un nouveau régime de la mobilité sociale, profondément instable. C'est un phénomène que n'avions pas suffisamment anticipé, nous géographes modernes, qui sommes a priori favorables à la mobilité. Cette instabilité soumet les individus à un nouveau type de conflictualité. C'est le sens de l'hypothèse que j'ai avancée sur la lutte des places. Elle a, selon moi, remplacé la lutte des classes. L'idée m'est venue à l'occasion d'un séjour en Inde où j'avais assisté aux stratagèmes d'un vendeur ambulant de coquillages sur un site touristique. Il avait choisi un excellent emplacement, à la croisée du passage des touristes et des possibilités du site. Et il se montrait bien décidé à garder cette place durement conquise. En croisant son attitude avec d'autres pratiques d'emplacement, comme celle des jeunes de banlieue dans les halls d'immeuble ou celle des occupations de logement du DAL ou encore les techniques comme le « freezing » qui voit des centaines d'individus se rassembler en se figeant pour prendre possession d'un espace public, j'en suis venu à penser que la lutte pour l'emplacement était devenue centrale. Ce qui fait l'essentiel de la différenciation entre individus, c'est la capacité à prendre des places et à les tenir, à jouir du capital d'action que cette place offre. Une place est la conjonction entre une position géographique et une trajectoire sociale. Se placer ce n'est pas seulement occuper un espace, c'est trouver un lieu où maximiser ses capacités. La lutte des places est généralisée. Elle existe aussi bien entre les nomades riches qu'entre les inutiles. Contrairement au cliché, partager une condition précaire ne crée pas une quelconque solidarité. Dans la jungle de Calais non moins qu'ailleurs, la lutte de places est incessante.

P.-N.G : Selon vous, le conflit social a-t-il toujours été essentiellement spatial ou est-ce un phénomène nouveau, liée à la mobilité économique ?

ML : J'ai tendance à penser que les luttes sociales ont toujours été des luttes de places. C'est un élément central de toute vie sociale. Observez les tactiques des voyageurs quand ils montent dans un TGV plus ou moins rempli et tentent d'obtenir et de préserver une place isolée, moyennant l'encombrement volontaire du siège mitoyen ! Mais le moment historique où nous sommes donne à cet élément une plus grande intensité.

P.-N.G. : Je dirais pour ma part que les conflits économiques sont devenus *errants*. Un grand nombre d'employés ne savent plus qui les dirige et d'où viennent les décisions prises à leur sujet, comme les licenciements. Ceci pave la voie à d'autres formes de conflits, des conflits identitaires qui viennent se substituer aux conflits économiques errants. Les conflits identitaires ne sont pas fonction de la position dans le processus de

production. Ils sont fondés sur la perception de l'identité, sur la définition de l'ami et de l'ennemi, etc.

ML : Les conflits générés par la mobilité varient également en fonction des modèles culturels propre à chaque pays. En Inde où il y a une tolérance très grande à l'inégalité, coexistent sur un même espace et sans trop de conflit des individus qui ont des trajectoires très différentes. C'est beaucoup plus compliqué dans des pays comme la France.

PN.G : A Mumbai, les nomades riches cotoient leurs domestiques qui leur vendent des biens et des services et habitent dans le bidonville d'à côté. C'est moins évident dans la tradition américaine, comme en témoigne les fortes tensions à San Francisco où l'envolée de immobilier sous l'effet de la concentration de nomades très riches fait que les travailleurs pauvres sont obligés d'aller vivre dans leur voiture à 15km du centre pour pouvoir se rendre en ville la journée. En Europe, et en France en particulier, la mobilité doit composer avec un rejet de l'inégalité. Mais c'est plutôt au géographe à dire comment la France s'en sort dans ce nouveau régime de mobilité économique.

ML : La France a été longtemps à l'abri du processus d'urbanisation des sociétés. Les villes de province typiquement françaises ne sont devenues des métropoles régionales que depuis une vingtaine d'années. Et le pays a connu un mode de spacialisation de la société qui le met à part des autres nations européennes. Comme l'a montré Laurent Davezie, la territorialisation a été solvabilisée par la rente publique, par le transfert d'argent public organisé par l'Etat pour subventionner toute une série de services et au premier rang desquels la résidentialisation. En termes de PIB, les métropoles régionales dépendent à plus de 2/3 du transferts d'argent public. Certains économistes considèrent qu'on a construit un château de carte extrêmement sensibles au moindre retournement de conjoncture. Que se passe-t-il aujourd'hui ? Des groupes sociaux « sédentaires » ont construit leur place à partir de cette solvabilisation par la puissance publique. Dans leur lutte de place, ils ont conquis des emplacements auxquels ils tiennent mais ils voient la puissance publique se retirer, fermer les services publics, les écoles, les hôpitaux, les centres de loisirs, etc. Les plus exposés sont évidemment les plus faibles, les salariés de la petite fonction publique, des PME. Ils ne sont pas en situation de se connecter sur les réseaux du nomadisme productif et ils ont le sentiment que leurs enfants sont eux aussi déconnectés. Car la réussite scolaire ne permet plus nécessairement d'attraper le train du nomadisme victorieux. Voilà la grande singularité de la situation française. Cette situation n'est pas cantonnée au périurbain, comme le soutient Christophe Guilluy qui oppose deux France géographiquement distinctes, celle du périurbain populaire enfermée dans la sédentarité et celle des grandes villes connectée et mobiles. La crise de la sédentarité est beaucoup plus profonde, elle traverse tous les espaces.

PNG : Le problème est que la solution n'est pas nationale. Le défi économique majeur est de parvenir à réorganiser la répartition entre les nomades et les sédentaires, et cela ne peut se faire qu'à l'échelle du globe. En Europe, il faut faire revenir des emplois nomades depuis l'Asie en incitant la Chine à s'occuper de son immense vivier d'emplois sédentaires. Au lieu que les nomades chinois s'enrichissent au détriment des nôtres, il faut les faire travailler avec leurs sédentaires. Cela permettra de faire revenir un certain nombre d'emplois nomades en Europe.

ML : Concrètement, comment fait-on ?

P-N.G. : Prenons un exemple. Les Chinois ont fait certifier un modèle concurrent de l'A320, il va être fabriqué 100% en Chine. Alors que quand Airbus vend des avions aux Chinois, ils sont obligés de fabriquer 40 % en Chine. Une politique fondée sur plus de

réciprocité consisterait à dire aux chinois : vous avez le droit de faire atterrir vos avions chez nous à condition que dans 10 ans 40 % de vos avions soient construits en Europe. Dans la mesure où l'Europe c'est 40 % du marché mondial des avions, on veut 40 % de l'emploi.

ML : Et que faut-il faire pour les sédentaires ?

PNG : Plutôt que de regarder un DVD téléchargé sur Netflix sur un ordinateur portable, il faut que les habitants d'un territoire aient envie d'aller au bistrot du coin et au théâtre. Dans un cas ils n'ont recourt qu'à de l'économie nomade, dans l'autre à de l'économie sédentaire. Bien sûr on va pas les forcer à acheter français, mais on peut les inciter à se tourner vers les biens et services sédentaires en améliorant leur qualité. En résumé, du fait du nouveau régime de la mobilité, les nouvelles inégalités sont des inégalités d'accès et non plus seulement de revenu. C'est là dessus qu'il faut agir.

ML : N'oublions pas non plus les « inutiles ». Il faut penser à « l'empowerment » des subalternes comme disent les anglo-saxons. En les inscrivant dans des processus de montée en capacité d'agir sans les mettre en assistance. En somme, pour les sédentaires comme pour les nomades et les inutiles, il est temps de repolitiser l'économie. La production de valeur est une des dimensions fondamentale des sociétés, elles est liée à leur capacité à organiser leur espace de vie. Elle doit redevenir l'objet d'une délibération collective.